

Algérie : vague de grèves ouvrières...

jeudi 11 février 2010, par [CASTAN Alain](#) (Date de rédaction antérieure : 4 février 2010).

En Algérie, l'année commence sous le signe de la contestation sociale. Des actions se développent où les travailleurs s'organisent indépendamment du syndicat officiel, l'UGTA.

Barrages routiers, manifestations, grèves, les actions de protestation se sont multipliées ces dernières semaines pour l'emploi, la couverture sanitaire, les retraites, les transports et infrastructures routières et l'absence de biens essentiels comme l'eau, le gaz et l'assainissement.

Dans certains cas, les autorités locales ont rapidement calmé le jeu en accordant telle ou telle amélioration mineure mais, dans les entreprises, les conflits sont importants et difficiles. Les travailleurs trouvent face à eux le patronat, la direction des entreprises, le pouvoir mais également, bien souvent, le syndicat UGTA.

En grève depuis le 10 janvier pour faire respecter la convention collective, les 250 ouvriers de l'usine de production de verre Africaver (wilaya de Jijel) ont suspendu le 24 janvier leur mouvement pour quinze jours dans l'attente d'une réponse de la direction.

Le 12 janvier, 7 500 sidérurgistes d'Arcelor-Mittal sont entrés en grève contre la fermeture de la cokerie et la perspective de plus de 320 licenciements. Poursuivis en justice, menacés de ne pas être payés en février, ils ont repris le travail quinze jours plus tard avec la promesse d'un plan de réhabilitation de la cokerie. Le conflit n'en est pas pour autant terminé car les représailles sont arrivées : poursuites et sanctions de certains militants syndicaux, heures de délégation supprimées, retenues sur salaire.

Mais la grève des 5 000 ouvriers de la Société nationale de véhicules industriels (SNVI) de Rouiba (Mitidja) avec sa violente répression policière contre les travailleurs ouvre, peut-être, une nouvelle période pour le mouvement ouvrier algérien. La grève a été déclenchée contre l'accord direction-UGTA, pour l'augmentation des salaires et contre la suppression du droit de départ à la retraite anticipée ou sans condition d'âge basé sur 32 ans de service.

La colère gronde contre l'UGTA, accusée d'avoir « *livré les travailleurs à l'injustice et à l'exploitation en cédant sur leurs droits* », selon les propos d'un travailleur rapportés par le quotidien *El Watan*.

« *Le pouvoir d'achat ne cesse de dégringoler et notre situation de se dégrader. Les hauts responsables voient leurs revenus croître sans cesse et nous autres, simples travailleurs, subissons le diktat d'un pouvoir qui n'a d'yeux que pour les intérêts restreints d'une certaine classe* », déclare un autre. Trahis, menacés de licenciements ou de retenues de jours de grève par les représentants même de l'UGTA, c'est la mort dans l'âme que les travailleurs ont repris leur poste, neuf jours plus tard, en attendant l'ouverture des négociations pour lesquelles ils ont décidé de créer un « comité de suivi » indépendant du syndicat.

Dans tout le pays, la contestation s'étend, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UGTA, instrument du pouvoir, l'un des rares syndicats au monde à avoir approuvé un programme d'ajustement structurel du FMI, aujourd'hui profondément discrédité.

De nombreux syndicats autonomes se sont créés et sont à l'origine des mouvements, en cours ou sur le point de se déclencher, dans l'enseignement, la santé, les transports, etc.

L'appel que viennent de lancer les syndicats autonomes de la fonction publique pour la création d'une nouvelle confédération est une initiative particulièrement importante que tous les syndicalistes de lutte de classe doivent soutenir.

Alain Castan

P.-S.

* Paru dans Hebdo TEAN # 41 (04/02/10).